

Compte administratif

STRUCTURE GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2008

(Mouvements réels, hors trésorerie, soldes d'exécution et régularisations budgétaires)

Les dépenses réelles de l'exercice 2008 se sont élevées à 542,0 M€ :

- 147,2 M€ pour les dépenses d'investissement, soit 27 %
- 394,8 M€ pour les dépenses de fonctionnement, soit 73 %

Les recettes réelles propres à l'exercice 2008 s'établissent à 544,6 M€ :

- 93,8 M€ pour les recettes d'investissement 2008, soit 17 %
- 450,8 M€ pour les recettes de fonctionnement 2008, soit 83 %

Le résultat propre à l'exercice est ainsi de **2,62 M€**.

Avec les excédents antérieurs de **19,5 M€**, le total des recettes 2008 s'élève à **564,1 M€**.

L'**excédent brut cumulé** au 31 décembre 2008 est ainsi de **22,1 M€**, et, après financement des restes à réaliser (**7,5 M€**), l'excédent net disponible s'élève à **14,6 M€**.

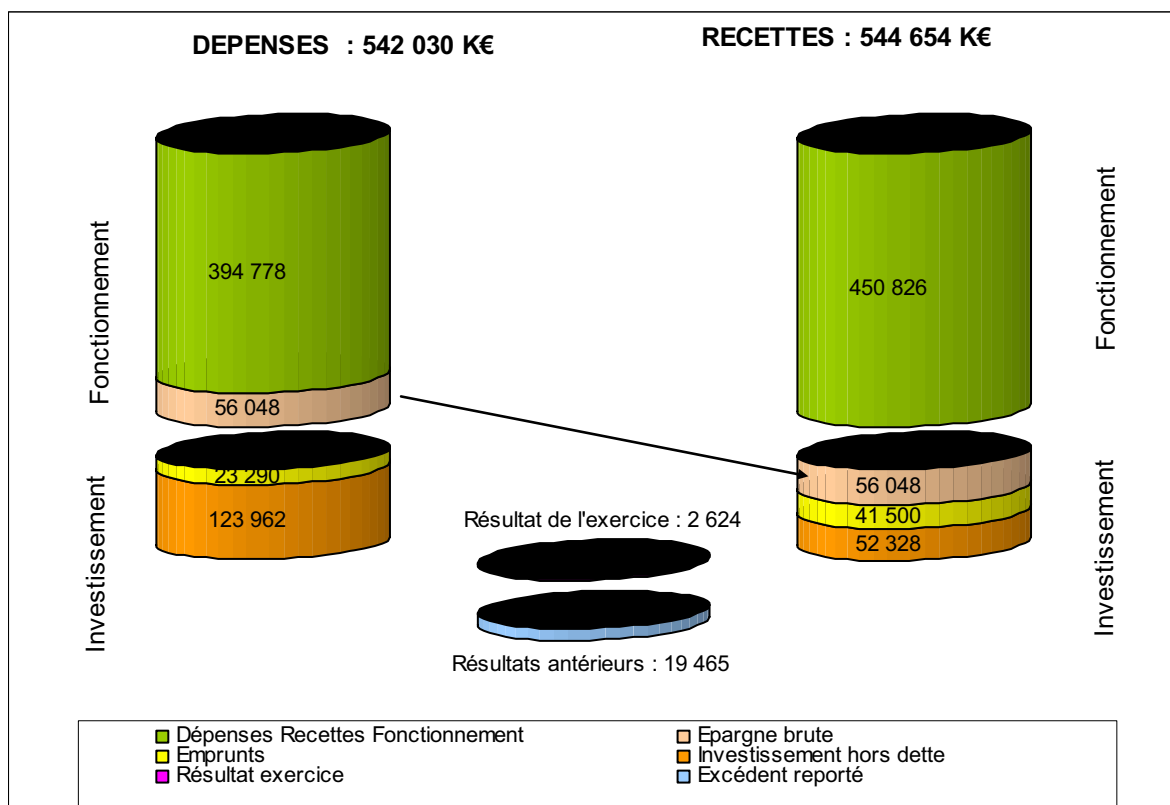
Le taux de réalisation des dépenses s'élève à **95 %** :

- 89,1% pour la section d'investissement (83,7% en 2007)
- 97,5 % pour la section de fonctionnement (97,8% en 2007)

Le taux de réalisation des recettes (hors excédents) s'élève à **98,9 %** :

- 86,5 % pour la section d'investissement (79,9 % en 2007)
- 101,9 % pour la section de fonctionnement (101,5 % en 2007)

STRUCTURE BUDGETAIRE DU C.A. 2008 (en milliers d'euros)

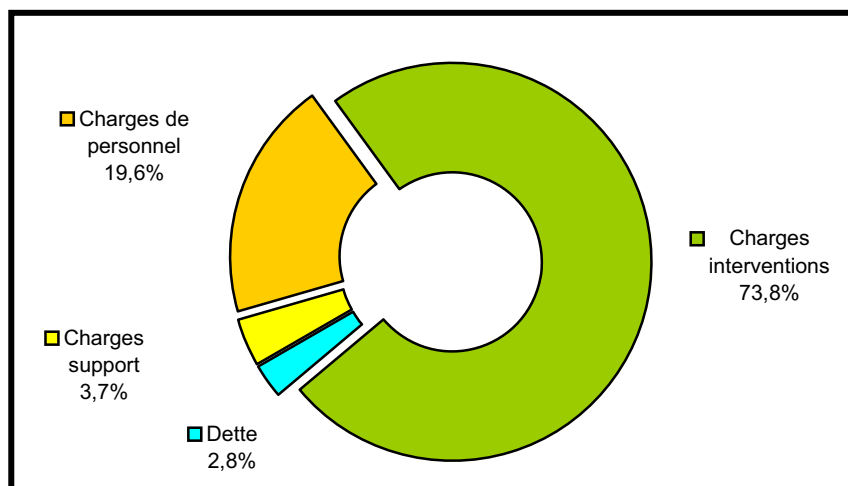


I - LES DEPENSES

A - LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement s'établissent **394,8 M€**, en progression de 7,0% par rapport à 2007.

REPARTITION PAR NATURE DE DEPENSE



1) **Les charges d'intervention** regroupent les différentes interventions « de fonctionnement » du Département en faveur des Sarthois et s'élèvent à **291,4 M€**, en hausse de 4,6%.

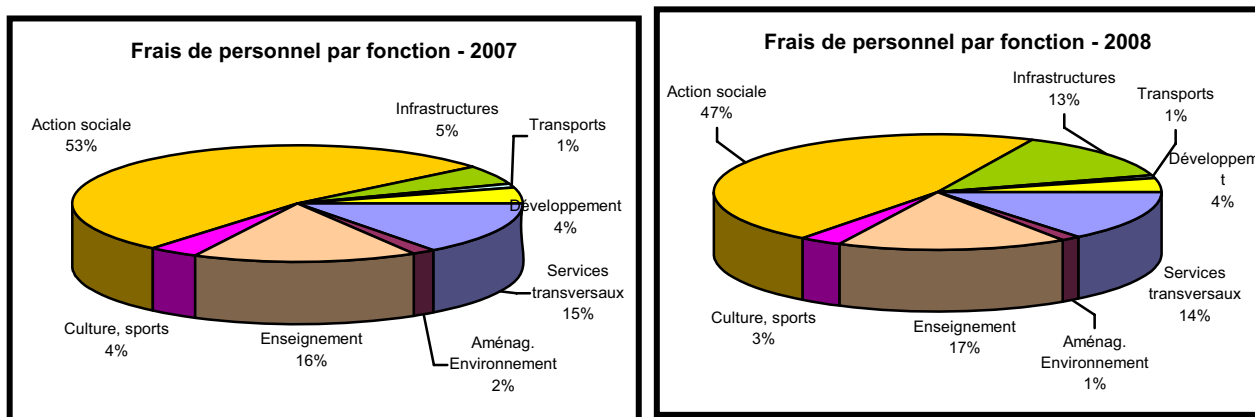
Ces dépenses représentent près de 74% du budget de fonctionnement et concernent principalement les domaines suivants :

- **205,63 M€ dans le domaine social (+3,4%)**
dont :
 - ⇒ **69,9 M€ (+7,5%)** en faveur des personnes âgées, dont **45,2 M€** versés au titre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (42 M€ en 2007),
 - ⇒ **51,8 M€** en faveur des personnes handicapées (+ 2,7%),
 - ⇒ **46,3 M€ (-3,8%)** au titre de l'insertion (dont 36,1 M€ d'allocations RMI contre 37,3 M€ en 2007)
 - ⇒ **34,3 M€ (+7,3%)** en faveur de l'enfance (hors salaires des assistantes maternelles).
- **27,1 M€ pour les transports** (scolaires et départementaux) (+ 15%),
- **14,1 M€ pour la participation aux dépenses de fonctionnement du Service Départemental d'Incendie et de Secours** (+ 6,7%), y compris les reversements au titre de le DGE et du financement de la PFR.
- **12,6 M€ pour la voirie** (+6,2%),

- **11,5 M€ à destination de l'enseignement**, dont 7,2 M€ dans le cadre des dotations de fonctionnement aux collèges du Département et 1,4 M€ pour le forfait d'externat des collèges privés.
- **9,3 M€ en faveur des politiques culturelles et sportives**

2) Les frais de personnel progressent de 17,3 % et représentent 19,6 % des dépenses de fonctionnement, contre 17,9% en 2007, soit **77,5 M€ (+ 11,4 M€)**. Cette forte progression s'explique principalement par l'intégration des personnels DDE et TOS dans le cadre de la décentralisation.

Au 31/12/2008, 2146 emplois, dont 351 assistants familiaux, étaient pourvus contre 1957, dont 450 assistants familiaux, au 31/12/2007.



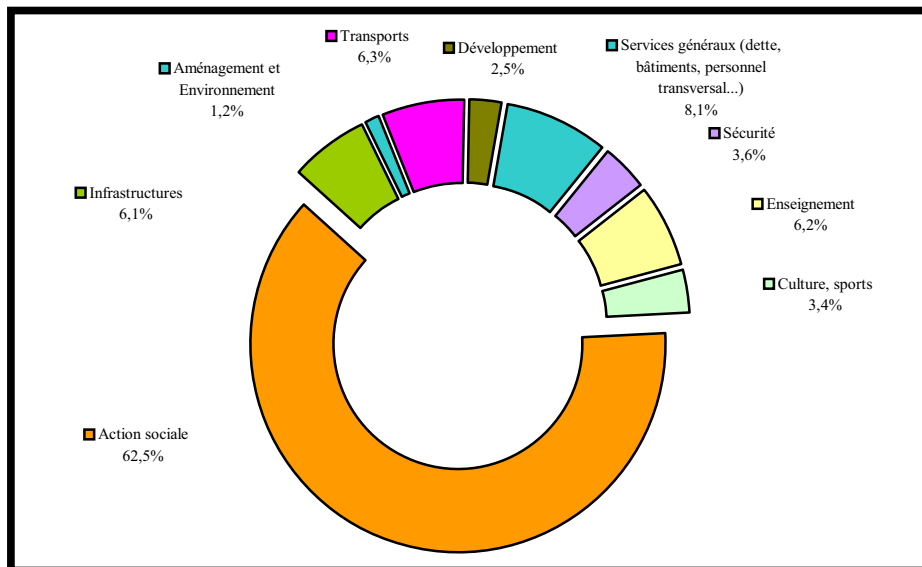
3) Les intérêts d'emprunts (11,1 M€) progressent de 5,7 % par rapport à 2007. En 2008, ils représentent 2,8 % des dépenses de fonctionnement, contre 2,9% en 2007.

4) Les charges support s'élèvent à **14,8 M€ (+ 3,7%)** dont :

- **5,7 M€ pour les bâtiments départementaux** : loyers, assurances, fluides, entretien... (+15,3%)
- **3,4 M€ pour les frais de télécommunication, l'affranchissement, les fournitures et maintenances informatiques...** (+4,0%)
- **2,7 M€** pour les indemnités des élus, les frais de déplacement et la formation du personnel, la communication interne (+0%)
- **2,8 M€** pour les dépenses de communication, y compris promotion par le sport; (-2,3%)

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE

La part des interventions dans le domaine social (RMI inclus) demeure prépondérante et représente 62,5% des dépenses de fonctionnement (y compris frais de personnel et de gestion courante), contre 64,7% en 2007

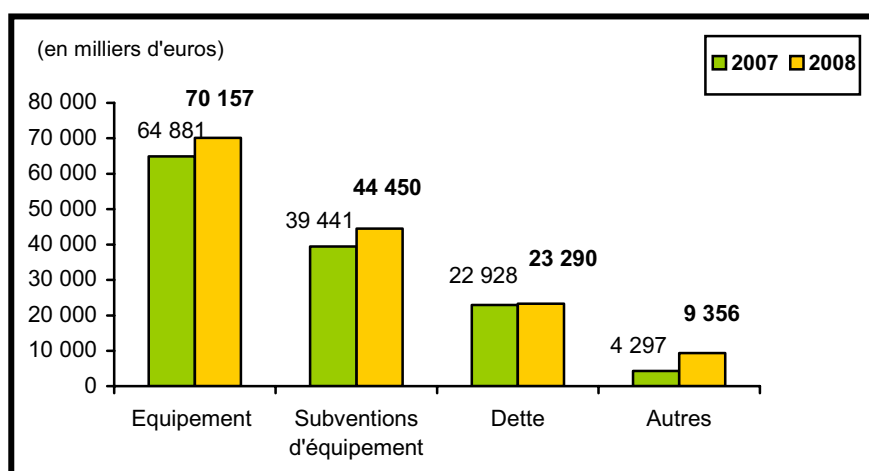


B - LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement regroupe principalement des projets structurants comme les routes, les collèges, l'aménagement rural.

En 2008 les dépenses d'investissement se sont établies à **147,25 M€** (+12%) et se répartissent comme suit :

REPARTITION PAR NATURE DE DEPENSE



1) Les dépenses d'équipement, ou dépenses directes d'investissement, (acquisitions de biens meubles et immeubles, travaux neufs ou de grosses réparations), s'élèvent à **70,16 M€** (+ 8,1%) Le taux d'équipement brut représente ainsi 47,6 % des dépenses totales d'investissement.

Les principaux postes sont les suivants :

- Les travaux **d'électrification et d'enfouissement de réseaux** : **24 M€** (24,4 M€ en 2007),
- La **voirie** : **23,4 M€** contre 22,7 M€ en 2007,
- Les travaux et équipements **pour les collèges, CIO, CDDP**: **10,5 M€** (9,15 M€ en 2007),
- Les travaux et acquisitions **de bâtiments** : **2,9 M€** (2,4 M€ en 2007),
- Les acquisitions **de mobilier et matériel** : **1,7 M€** (2,0 M€ en 2007)

2) Les subventions d'équipement versées se sont élevées à **44,45 M€** (+12,7%).

En 2008, 80% des subventions d'équipement versées par le Département l'ont été à destination des communes et établissements publics, 20% étant attribuées aux autres acteurs concourant au développement du territoire sarthois. Les principaux domaines d'intervention sont les suivants :

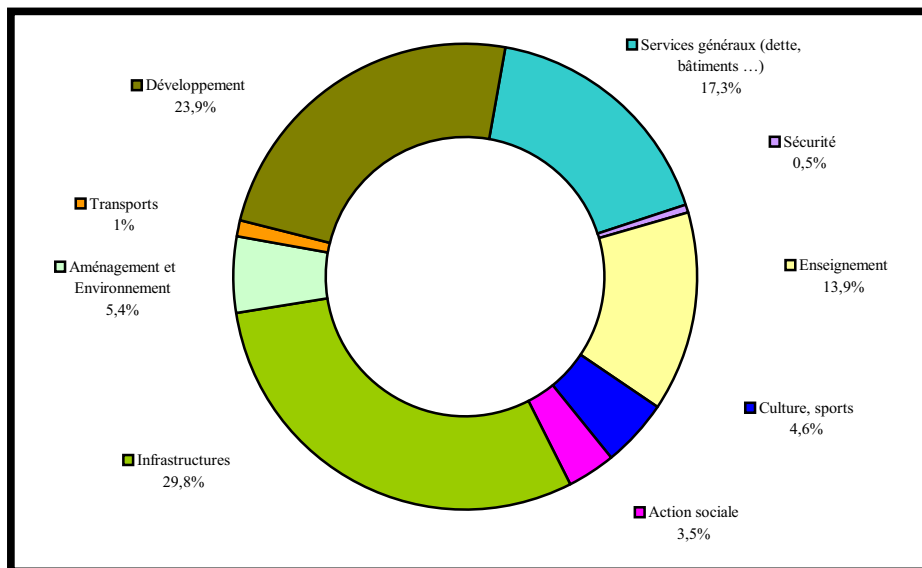
- Développement économique = 9,8 M€ (4,2 M€ en 2007) (*dont 2,38 M€ pour transformation d'avance en subvention sur le Technoparc des 24 heures*)
- Assainissement et adduction d'eau = 8,4 M€ (6,3 M€ en 2007)
- Logement et urbanisme = 5,6 M€ (5,7 M€ en 2007)
- Équipements sociaux = 3,8 M€ (5,2 M€ en 2007)
- Équipements sportifs = 2,9 M€ (4,1 M€ en 2007)
- Enseignement et formation = 3,0 M€ (3,7 M€ en 2007)
- Équipements culturels = 2,7 M€ (2,8 M€ en 2007)
- Voirie = 2,3 M€, (3,1 M€ en 2007)

3) Le remboursement de la dette en capital s'établit à **23,3 M€** (+ 1,6%), (hors mouvements de trésorerie).

4) Les autres dépenses d'investissement (9,4 M€) comprennent essentiellement les avances (1,3 M€) dans le cadre du FSL et des grands projets économiques, les travaux pour compte de tiers (6,7 M€) (remembrement, IUFM), les frais d'étude et d'insertion (0,7 M€) ainsi que les acquisitions de logiciels (0,5 M€)

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE

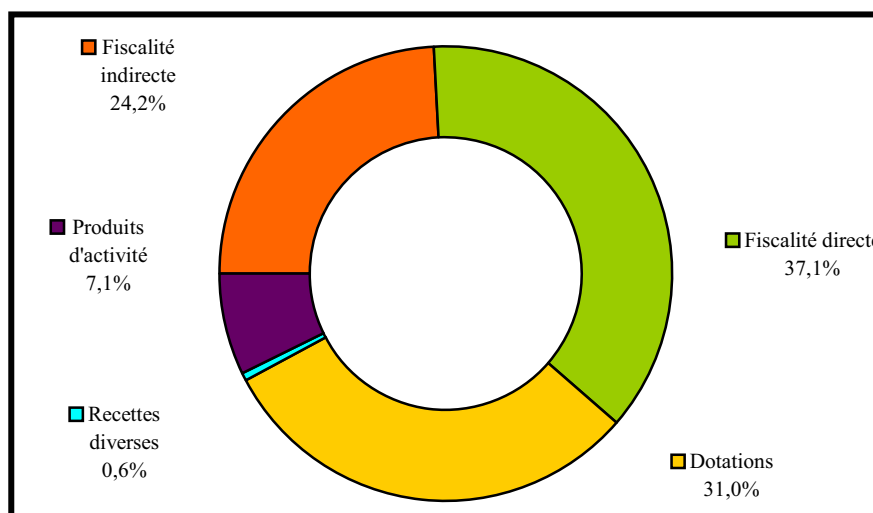
Par domaine d'intervention, la répartition des dépenses d'investissement est la suivante :



II - LES RECETTES

Les recettes du département comprennent essentiellement les produits de la fiscalité, les subventions et les emprunts.

A - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT



En 2008, les recettes de fonctionnement progressent de 6 % par rapport à 2007 pour atteindre **450,8 M€**, représentant ainsi 83 % des recettes totales.

1) **La fiscalité directe** est la ressource principale du Conseil général et son produit progresse de 6,6 % en 2008 pour s'établir à **167,1 M€**.

2) **La fiscalité indirecte** s'élève à **109,2 M€**, en progression de 6,4 % :

- Les recettes fiscales « traditionnelles » : **47 M€** (-6,22%)
 - ◇ Le produit des droits de mutation s'établit à **40,7 M€ (- 7,6 %)**.
 - ◇ La recette provenant de la taxe sur l'électricité s'établit à **5,1 M€ (+3,6%)**
 - ◇ Le produit perçu au titre de la TDENS et de la taxe pour les CAUE s'établit à **1,3 M€ (+5,4%)**.
- Les recettes liées aux transferts de compétences (rétrocession d'une fraction de taxe par l'État) : **62,2 M€ (+18,5%)**
 - ◇ La recette provenant de la T.I.P.P. en compensation du RMI s'établit à **28,87 M€**, comme en 2007.
 - ◇ La recette provenant de la taxe sur les conventions d'assurance (T.S.C.A.), s'établit à **30,84 M€**, en hausse de 30,6% :
 - 22,26 M€ en compensation des compétences transférées par la loi du 13 Août 2004, (15,6 M€ en 2007) compte tenu de l'intégration supplémentaire des personnels TOS et DDE,
 - 8,58 M€ en contrepartie d'une minoration de la DGF de 8,3 M€ intervenue en 2005 (8,0 M€ en 2007).
 - ◇ La TIPP perçue en complément de la TSCA pour les charges transférées s'élève à **2,5 M€**.

3) **Les dotations : 139,7 M€**

- les dotations de l'État, s'élèvent à **137,1 M€**, (+2,4%) dont

- **101,1 M€** au titre de la DGF et de la D.G.D (+2,2%)
- **9,8 M€** (-12,1%) au titre des compensations des exonérations fiscales, soit une progression globale de **0,8%** pour ces trois dotations.
- **21,4 M€** (+13,7%) au titre de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (16,9 M€ pour l'APA et 4,5 M€ pour la PCH)
- **3,5 M€** (-7,2%) au titre du FMDI, en compensation partielle des charges liées à l'allocation RMI en 2007 (3,7 M€ perçus en 2007).
- **0,8 M€** pour la compensation de postes vacants dans le cadre du transfert des routes nationales.

- les autres dotations (collectivités, fonds européens...) représentent **1,4 M€**

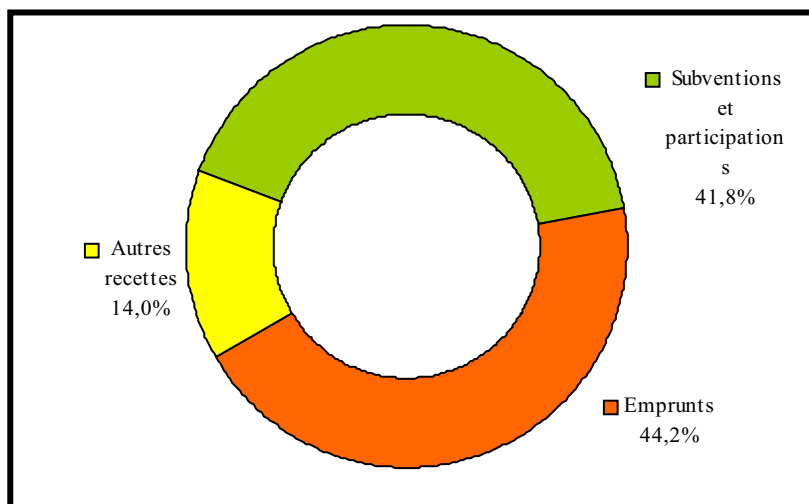
- le Fonds d'Aide à la Rémunération des Personnels d'Internat (FARPI), s'élève à **1,3 M€**

4) **Les produits d'activité et domaniaux** s'élèvent à **32,1 M€**

- **22,0 M€** au titre des recouvrements d'aide sociale et récupérations d'indus
- **5,9 M€** au titre des produits des services et budgets annexes,
- **4,2 M€** au titre des redevances et loyers perçus

5) **Les autres recettes de fonctionnement** s'élèvent à **2,7 M€**. Elles sont composées des produits des cessions d'immobilisation (0,7 M€), de recettes exceptionnelles (1,5 M€) principalement liées aux remboursements suite à sinistres, de produits financiers...

B - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT



1) les subventions et participations reçues : **39,2 M€ (+ 23%)**

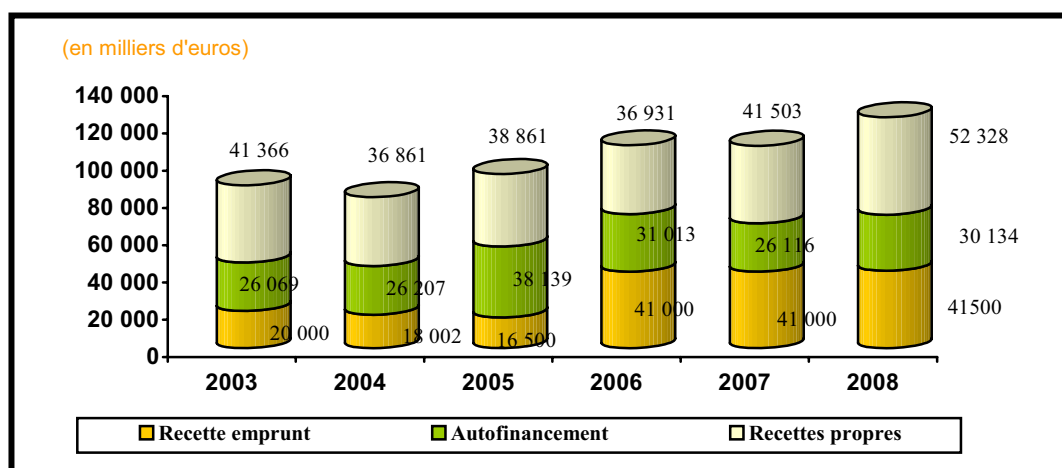
- **Participations** de l'État : fonds de compensation de la T.V.A. (**5,7 M€**), dotation globale d'équipement (**1,8 M€**) et dotation départementale d'équipement des collèges (**2,8 M€**)
- **Subventions** d'équipement provenant des autres collectivités ou de l'État : ce sont des recettes ponctuelles liées à l'effort d'investissement du Conseil général. Elles se sont élevées en 2008 à **28,8 M€ (+29%)**, dont 16,3 M€ pour les travaux d'électrification et d'enfouissement, 7,6 M€ pour les routes et 3,9 M€ pour l'hydraulique.

2) les emprunts mobilisés

41,5 M€ d'emprunts ont été réalisés en 2008 (41 M€ en 2007).

3) **Les autres recettes d'investissement** se chiffrent à **13,1 M€** et correspondent principalement aux remboursements de prêts et avances (4 M€ - dont 2,38 M€ pour transformation d'avance en subvention sur le Technoparc des 24 heures), au remboursement de T.V.A. sur les travaux d'électrification et d'enfouissement (3,4 M€), à des remboursements sur travaux et marchés pour 2,3 M€, ainsi qu'à 3,3 M€ perçus au titre des opérations pour compte de tiers (LGV (0,6 M€) et IUFM (2,7 M€))

LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS



(Investissements hors dette)

III EVOLUTION DE LA DETTE DEPARTEMENTALE

L'encours de la dette départementale a progressé de 6,9% en 2008 et le taux moyen a diminué de 1,25%

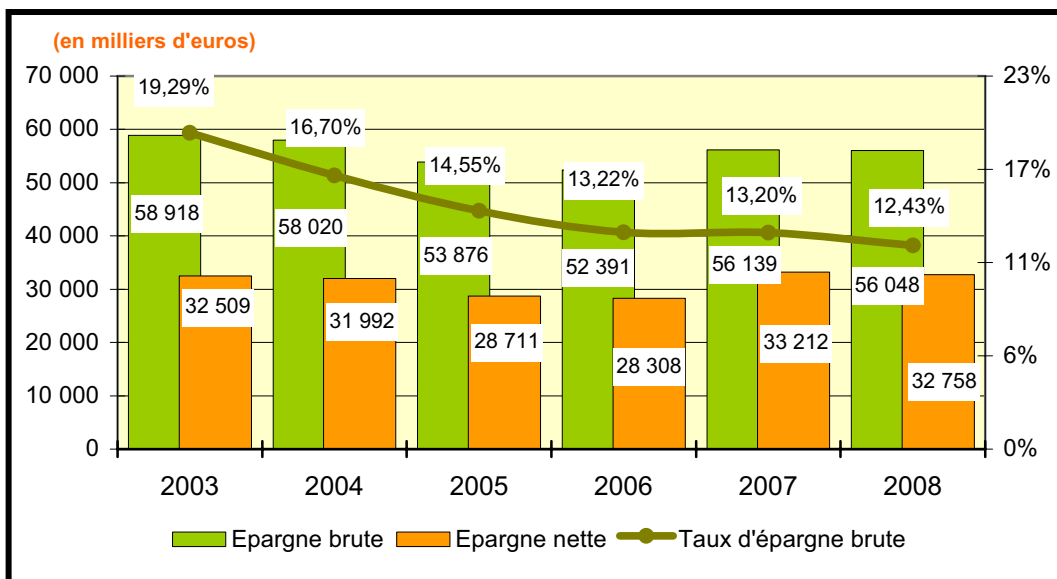
	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Charge totale d'intérêts (K€) (ICNE a/c 2006)	9 290	7 994	7 629	8 493	10 536	11 137
Montant de la dette au 31 décembre	244 619	236 684	228 028	244 954	263 060	281 269
Évolution annuelle (/31/12 N-1)	-2,51%	-3,24%	-3,66%	+ 7,42%	+ 7,39%	+6,92 %
Taux moyen de la dette (%)	3,80	3,38	3,35	3,47	4,01	3,96
Capacité de désendettement (années)	4,2	4,1	4,2	4,7	4,7	5,0

IV - EVOLUTION DE L'ÉPARGNE BRUTE ET NETTE POUR LA PERIODE 2003-2008

L'épargne brute dégagée par la section de fonctionnement, c'est-à-dire le surplus des recettes de fonctionnement sur les dépenses de fonctionnement, atteint **56 M€** en 2008 contre 56,1 M€ en 2007 (-0,2%)

L'épargne nette - épargne brute diminuée du remboursement de la dette en capital - s'établit à **32,8 M€** (-1,4%)

Le taux d'épargne brute (pourcentage des recettes de fonctionnement pouvant participer au financement des investissements) s'élève à **12,4 %**, contre 13,2% en 2007.



V - LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

La dette garantie par le Département s'élève à **408,2 M€** au 31/12/2008 et concerne à 80,3% le logement social (opérations de construction et réhabilitation menées sur le territoire départemental par les organismes HLM publics et privés).

Le solde des garanties porte principalement sur les emprunts réalisés par des associations intervenant dans le domaine social (établissements pour personnes âgées, handicapées...), ou en matière d'enseignement et de formation.

BALANCE GENERALE - C.A. 2008
MOUVEMENTS REELS
(Hors mouvements de trésorerie et soldes d'exécution)

Chapitres budgétaires		Dépenses	Recettes
Investissement			
010	Revenu Minimum d'Insertion	192 433,49	34 983,66
10	Dotations fonds et réserves		5 749 330,74
13	Subventions° d'investissement	48 341,22	33 434 577,98
16	Emprunts et dettes assimilées	23 290 280,75	41 500 000,00
20	Immobilisations incorporelles	1 246 246,69	
204	Subventions équipement versées	44 369 044,04	91 439,11
21	Immobilisations corporelles	5 199 995,59	
23	Immobilisations en cours	64 844 964,56	5 710 817,47
26	Participations °et créances rattachées		
27	Autres immobilisations financières	1 328 125,85	4 000 914,60
454211	Remembrement A28	98 552,52	
454212	Remembrement LGV		630 559,45
45811	Construction IUFM	6 634 282,68	2 675 449,00
Total investissement		147 252 267,39	93 828 072,01
Fonctionnement			
011	Charges à caractère général	56 048 763,89	
012	Charges de Personnel	74 015 013,37	
013	Atténuation de charges		506 481,65
015	Revenu Minimum d'Insertion	48 118 709,04	4 963 484,58
016	Allocation Personnalisée d'Autonomie	46 777 255,17	17 604 955,30
65	Autres charges d'activité	156 179 269,31	
6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	206 348,30	
66	Charges financières	11 136 644,14	
67	Charges exceptionnelles	2 295 662,64	
70	Produits services domaniaux ventes diverses		6 424 592,90
73	Impôts et taxes		109 241 679,88
731	Impôts locaux		167 109 303,00
74	Dotations et participations		119 225 382,05
75	Autres produits d'activité		23 196 870,02
76	Produits financiers		9 807,27
77	Produits exceptionnels		2 543 263,98
Total fonctionnement		394 777 665,86	450 825 820,6 3
TOTAL		542 029 933,25	544 653 892,64
Résultat exercice			2 623 959,39

+ Résultats antérieurs	19 464
	758,62
- Financement des Restes à Réaliser	7 449
	847,66
Résultat clôture	14 638
	870,35

Les budgets annexes

Foyer de l'enfance Centre maternel		DEPENSES	RECETTES
Fonctionnement			
011	Charges à caractère général	546 176,57	
012	Charges de Personnel	1 576 632,39	
016	Charges de Structure	83 655,43	
			2 242
017	Produits de la tarification		293,00
018	Autres produits d'exploitation		34 330,68
019	Produits Financiers		1 532,00
			2 278
	Total	2 206 464,39	155,68
Investissement			
10	dotations, fonds divers & res.		20 702,12
16	emprunts et dettes assimilées	80,01	400,00
21	immobilisations corporelles	42 313,42	
23	immobilisations en cours		
27	autres immobilisa. financières	25	
28	amortissements des immobilisa.		
	Total	42 418,43	21 102,12
	Total mouvements réels	2 248 882,82	2 299 257,80
	Résultat exercice		50 374,98
	+ Résultats antérieurs		427 563,52
	Résultat de clôture		477 938,50

Laboratoire départemental		DEPENSES	RECETTES
Fonctionnement			
11	Charges à caractère général	1 284 038,97	
12	Charges de Personnel	1 961 154,50	
65	autre charge gestion courante	4 784,21	
66	charges financières		
67	charges exceptionnelles	2 549,48	
013	Atténuation de charges		31 950,00
			2 664
70	ventes de produits fabriques		168,33
74	subventions d'exploitation		827 700,00
75	autre gestion courante		36,09
76	produits financiers		5,02
77	produits exceptionnels		90,76
			3 523
	Total	3 252 527,16	950,20

	Investissement		
10	dotation fond divers & réserve		13 541,91
13	subventions d'investissement		
20	immobilisations incorporelles	2 071,00	
21	immobilisations corporelles	53 852,96	
27	autres immob. financières	45	
	Total	55 968,96	13 541,91
	Total mouvements réels et stocks	3 308 496,12	3 537 492,11
	Résultat exercice		228 995,99
	+ Résultats antérieurs		122 883,52
	- Financement des restes à réaliser		172 374,45
	Résultat de clôture		179 505,06